INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 18 octobre 2022**

* Les marchés européens ont enregistré leur quatrième séance consécutive de hausse, soutenus par les résultats d’entreprises. L’indice CAC 40 a clôturé en progression de 0,44% à 6 067 points tandis que l’EuroStoxx50 s'est adjugé 0,86% à 3 471,18 points. L’appétit pour le risque était aussi au menu de Wall Street, avec un indice Dow Jones en progression de 0,53% vers 17h30. L'accélération haussière des taux longs à l'approche de la clôture en Europe a entraîné une réduction des gains des Bourses. Le rendement du 10 ans américains a gagné près de 5 points de base à 4,06%.
* Les données économiques du jour étaient contrastées et ont été reléguées au second plan par les investisseurs. L'indice ZEW du sentiment des investisseurs sur les perspectives en octobre est ressorti à - 59,2 contre -65,7 attendus et - 61,9 en septembre. Aux Etats-Unis, la production industrielle a aussi réservé une bonne surprise. Elle a progressé de 0,4% en septembre en rythme mensuel, contre +0,1%, attendu. Elle avait diminué de 0,1% (révisé de - 0,2%) en août.
* L'immobilier a confirmé son statut de point faible de l'économie américaine. L'indice NAHB de la confiance des constructeurs immobiliers est tombé à 38 en octobre contre 43 attendus et après 46 en septembre. Il est au plus bas depuis le début de la pandémie alors que les taux immobiliers ont récemment monté en flèche.
* La hausse a été alimentée par les bonnes nouvelles en provenance des entreprises. Aux Etats-Unis, le groupe pharmaceutique Johnson & Johnson et la banque d'affaires, Goldman Sachs ont dévoilé des performances trimestrielles meilleures que prévu.
* La devise japonaise continue de s'affaiblir contre le dollar. Ce dernier grappille 0,15% à 149,19 yens après un plus haut à 149,29 yens. " Si le rythme de repli du yen devait s'accélérer, nous nous attendons à ce que les autorités japonaises interviennent rapidement sur le marché pour soutenir le yen ", prévenait récemment MUFG. Le spécialiste estime qu'il s'agissait probablement que d'une question de temps avant que la Banque du Japon n'intervienne de nouveau sur le marché. Les cambistes attendent toujours.
* L’administration Biden s’apprêterait à puiser dans ses réserves stratégiques cette semaine afin de freiner la hausse des cours de l’essence, affirment plusieurs médias américains. Bloomberg évoque le déblocage de 10 à 15 millions de barils de pétrole. Le cours du baril de WTI recule de 2,09% à 83,67 dollars en fin d’après-midi. Le président américain avait fait part de son fort mécontentement à la suite de décision de l’Opep+ de réduire sa production de 2 millions de barils par jour.
* Le nombre total de créations d’entreprises, tous types d’entreprises confondus, a continué de croître sur un mois, progressant de 1,5 % en septembre après une hausse de 2,1% en août, en données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables, a indiqué l'Insee. Il s'agit du quatrième mois consécutif de hausse. Les créations d’entreprises classiques rebondissent (+2,6% après -0,6%) tandis que les immatriculations de micro-entrepreneurs ralentissent (+0,9% après +3,8%).

En données brutes, le nombre total d'entreprises créées sur les douze derniers mois - soit d'octobre 2021 à septembre 2022 - a diminué de 0,5% par rapport à la même période de 2021.

* Inflation, situation économique instable et crise climatique vont conduire en 2023 à une augmentation significative des primes d'assurance pour les professionnels et les entreprises. Coover a consulté les données disponibles et croisé ces données avec celles fournies par 14 de ses partenaires. Il en ressort que les primes d'assurances vont augmenter de 8% pour les professionnels et les entreprises en 2023.

Voici les augmentations moyennes estimées pour 2023 des primes pour les professionnels par produit d'assurance : assurance automobile pro (y compris flotte) +4% ; assurance collective (mutuelle & prévoyance) +4,5% ; mutuelle professionnelle +4,5% ; prévoyance professionnelle +5% ; assurance responsabilité civile professionnelle +13% ; garantie décennale +7% ; assurance cyber et fraude +10% ; assurance RC des dirigeants +6% ; assurance multirisque (y compris pertes d'exploitation) +8%.

L'étude des chiffres démontre que les assurances dommages (responsabilité civile professionnelle, cyber, auto et multirisque professionnelle) sont nettement plus concernées par les augmentations que les assurances de personnes. Les assurances dommages sont en effet plus sensibles au contexte économique et aux crises climatiques. La situation économique (et son impact sur le prix des matières premières) et la crise climatique pèsent lourdement sur les bilans des assureurs qui compensent par des hausses tarifaires sur ces produits.

En plus de 2022, annus horribilis avec 5,2 Md€ de sinistres comptabilisés pour la période janvier-août contre 3,5 Md€ par an en moyenne depuis 2017, le rapport "Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050" produit par la FFA prévoit d'ici 2050 un doublement du prix de ces sinistres climatiques par rapport aux trente dernières années.

L'assurance auto pro est quant à elle directement impactée par l'indice SRA (indice des pièces détachées) qui bondit de 8,3% cette année et qui est directement répercuté sur les primes. L'ouverture récente du marché de la revente des pièces détachées n'a semble-t-il pas encore l'effet escompté.

Le ministère de l'Economie et des Finances est parvenu à faire adopter aux assureurs français un pack anti-inflation. Cet accord oblige ces derniers à limiter l'augmentation de la prime moyenne des assurances auto et habitation en deçà de l'inflation en 2022 et 2023.

**SOCIETES**

* A Paris, les investisseurs ont salué la croissance plus forte qu'anticipé de Publicis. Renault s'est aussi distingué alors qu'un accord avec Nissan sur le futur de leur alliance serait proche.
* Renault (+ 0,77% à 32,19 euros) et son partenaire japonais Nissan pourraient annoncer un accord à la mi-novembre concernant le futur de l'Alliance qui unit les deux industriels, selon une information de Bloomberg. Le constructeur japonais injecterait environ 750 millions de dollars dans la nouvelle entité Véhicules électriques (VE) de Renault. Le fabricant français a l'intention de créer deux divisions distinctes pour accompagner la transition vers l'électrique et l'abandon progressif des véhicules à carburant fossile.

Une division serait consacrée aux VE (véhicules électriques) ainsi qu'aux logiciels, tandis qu'une autre détiendrait ses actifs traditionnels (moteurs à combustion et hybrides). Renault prévoit de détenir au moins 51% de la nouvelle entité chargée des VE, Nissan détenant également une participation, s'il choisit finalement de participer.", indiquait le Wall Street Journal en début de semaine dernière.

Il n'y a pas de temps à perdre car la course à l'électrique est une compétition contre les constructeurs chinois tels que BYD, Ora ou encore Wey présents au salon mondial de l'automobile. Plus de la moitié du top 10 mondial des principaux constructeurs de voitures électriques sont des marques chinoises. La Chine compte près de 300 sociétés qui produisent déjà ou espèrent bientôt fabriquer des automobiles électriques.

* Publicis (+2,31% à 56,76 euros) est projeté parmi les plus fortes hausses du CAC 40 par le deuxième relèvement d’objectifs 2022 de l’année. Cette progression permet au groupe de communication de réduire ses pertes en Bourse à 4% depuis le 1er janvier, sachant que seules 3 valeurs de l’indice affichent une performance positive sur cette période : Thales, TotalEnergies et Renault. Publicis se permet d’être plus optimiste sur 2022 grâce à un troisième trimestre bien plus dynamique que prévu.

Le groupe de communication table désormais sur une croissance organique attendue à environ 8,5%, contre une progression attendue entre 6% et 7% précédemment. Il vise par ailleurs un taux de marge opérationnelle anticipé proche de 18%, contre de 17,5% à 18% auparavant. Enfin, elle souhaite atteindre un Free cash flow proche de 1,6 milliard d'euros, contre au moins 1,5 milliard d'euros précédemment.

Publicis a connu un troisième trimestre particulièrement bien orienté. Ses revenus ont atteint 3,24 milliards d'euros, en croissance interne de 10,3%. Son expansion en données comparables a ainsi été deux fois plus importante qu'attendu : +5,1%.

* Holcim soutient l'accord conclu par Lafarge SA avec le Département de la Justice des États-Unis (DoJ) pour résoudre l'enquête de ce dernier sur Lafarge SA et sa filiale Lafarge Cement Syria (LCS), concernant la conduite de certains anciens cadres pendant la guerre civile syrienne, avant l'acquisition de Lafarge SA par Holcim.

Selon les termes de l'accord, Lafarge SA et LCS paieront une pénalité financière de 777,78 millions de dollars et ont accepté de plaider coupable pour un chef d'accusation de conspiration visant à fournir un soutien matériel à des organisations terroristes étrangères en Syrie entre août 2013 et octobre 2014, date à laquelle LCS avait cessé ses activités dans le pays.

" Aucun des comportements n'a impliqué Holcim, qui n'a jamais opéré en Syrie, ni aucune opération ou aucun employé de Lafarge aux États-Unis ", a souligné le cimentier.

* AXA Espagne (+ 0,19% à 23,96 euros) a entamé des négociations exclusives avec Groupe des Assurance du Crédit Mutuel (GACM SA) pour la potentielle acquisition de sa filiale Groupe Assurance du Crédit Mutuel España (GACM España), un assureur principalement dommage et santé en Espagne. Selon les termes de la transaction, l'assureur français acquerra GACM España pour un montant en numéraire de 310 millions d’euros, représentant un multiple de une fois les fonds propres éligibles en Solvabilité II.

Le multiple de cours-bénéfice est estimé à environ 9 fois, tenant compte de la réalisation attendue de synergies de capital et de frais généraux.

" Cette transaction (...) nous permet de renforcer notre présence sur l'un de nos marchés européens clés, en mettant l'accent sur nos activités techniques ", a déclaré Frédéric de Courtois, Directeur Général Adjoint d'AXA. "Cette acquisition va renforcer notre position de leader en Espagne et nous sommes impatients de développer nos activités tout en assurant une transition fluide pour les assurés et les employés ", a ajouté Olga Sánchez, Directeur Général d'AXA Espagne.

* Johnson & Johnson a publié des résultats en nette progression au troisième trimestre 2022. Pour ce trimestre écoulé, le géant pharmaceutique et médical américain a enregistré un bénéfice net en progression de 21,6% à 4,46 milliards de dollars. En revanche, son bénéfice ajusté par action a décru de 1,9 % à 2,55 dollars, dépassant de 7 cents les attentes. Il a par ailleurs réalisé des revenus de 23,8 milliards de dollars, en augmentation de 1,9%. Ils ont progressé de 8,1% en données comparables.

Le groupe a revu ses estimations pour son chiffre d'affaires annuel, le prévoyant entre 93 et 93,5 milliards de dollars contre 93,3 de 94,3 milliards en juillet dernier. Sa croissance en données comparables est attendue entre 6,7% et 7,2% contre de 6,5% à 7,5% auparavant.

Johnson & Johnson précise que les ventes opérationnelles mondiales ajustées de sa division "Consumer Health" ont augmenté de 4,8 %. Ses ventes opérationnelles mondiales ajustées de l'industrie pharmaceutique ont augmenté de 9,2 % profitant entre autres de la forte demande pour l'anticancéreux Darzalex et le Stelara. Et ses ventes opérationnelles ajustées mondiales de MedTech ont augmenté de 8,1%.

**ANALYSES**

* D'ici à la fin de l'année, la banque centrale européenne (BCE) devrait avoir franchi une étape importante dans sa lutte contre l’inflation. Ses taux directeurs auront atteint la neutralité, c'est-à-dire un niveau auquel ils ne ralentissent, ni n'accélèrent la croissance économique.

« Si l'on se fonde sur une cible d'inflation à 2 % [qui est celle de la BCE, NDLR], le taux neutre devrait être légèrement inférieur à 2 %, expliquait le gouverneur de la Banque de France », François Villeroy de Galhau, lors d'un discours à l'université de Columbia à New York le 11 octobre. Avant d'ajouter : « Etant donné que l'inflation est largement au-dessus de la cible et continue à croître, nous devrions atteindre ce niveau avant la fin de l'année. »

De fait, le taux de dépôt de la BCE est passé de -0,50 % en juin à 0,75 %, après deux hausses consécutives de 50 et 75 points de base en juillet et septembre. La BCE pourrait à nouveau relever ses taux de 75 pb lors de sa prochaine réunion de politique monétaire, le 27 octobre prochain, et d'au moins 50 pb en décembre. L'inflation a en effet bondi de 10 % sur 12 mois en septembre. Une première qui a poussé les faucons, partisans de l'orthodoxie monétaire, à réclamer une réaction significative de la banque centrale.

Le taux neutre n'est pas le taux « terminal » pour la BCE. Autrement dit, l'institution de Francfort continuera à relever son taux de dépôt au-delà de 2 % jusqu'à atteindre un niveau qui freine vraiment la hausse des prix, et ramène l'inflation à moyen terme autour de sa cible. L'économiste en chef de la BCE, Philip Lane, a assumé le choix de « ne pas être particulièrement précis sur ce taux » afin de garder de la souplesse. A l'heure actuelle, les traders parient sur 3 %, mais tout dépendra de l'évolution des données et d'une possible entrée en récession.

Il s'agirait tout de même d'un tournant. Plusieurs voix, dont celle de François Villeroy de Galhau, estiment qu'une fois le taux neutre atteint, la BCE devrait ralentir la cadence. Et surtout, attendre de voir les effets de la hausse des taux précédente avant de décider de la prochaine. C'est également l'avis du gouverneur de la banque centrale néerlandaise, Klaas Knot, pourtant classé parmi les faucons.

Surtout, la BCE pourrait alors ouvrir la porte à son resserrement quantitatif (QT). C'est-à-dire qu'elle commencerait à réduire son bilan de 9.000 milliards d'euros qui a explosé sous l'effet des programmes d'achats destinés à faire repartir l'inflation entre 2015 et début 2022 et à soutenir l'économie européenne durant la pandémie. Les obligations d'Etat et, dans une moindre mesure, d'entreprises acquises par ce biais représentent 5.000 milliards d'euros. « Une fois que nous aurons à peu près atteint le niveau de taux neutre, nous commencerons l'ajustement de notre bilan, à mon avis au cours du premier semestre de l'année prochaine », a expliqué Olli Rehn, le gouverneur de la banque centrale finlandaise.

La BCE arrêterait progressivement de réinvestir les montants issus du remboursement des obligations de son portefeuille arrivées à échéance. Un durcissement radical de sa politique monétaire. On estime que le QT de la Réserve fédérale contribue à resserrer les conditions financières de 75 points de base aux Etats-Unis, soit autant que la dernière hausse de taux directeur de la Fed. Dans le climat de fortes tensions sur le marché obligataire, le gardien de l'euro devra faire preuve d'une infinie prudence.

**L’AGENDA DU 19 octobre 2022**

**11h00 en zone euro**

Inflation en septembre

**14h30 aux Etats-Unis**

Mises en chantier et permis de construire en septembre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks de produits pétroliers

**20h00 aux Etats-Unis**

Livre Beige de la Fed sur l'état de santé de l'économie